



Les agriculteurs de la "Ferme France" sont des gestionnaires avisés de leur entreprise

Mathias GUERINEAU (stagiaire) - Didier CARAES
Pôle économie et politiques agricoles

Dans cet article, nous allons nous livrer à un exercice de diagnostic financier de la "Ferme France", à l'aide des données du RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole). Les conclusions de ce diagnostic financier sont que les agriculteurs de la "Ferme France" ont une bonne gestion financière de leur exploitation : ils dégagent une trésorerie positive en fin d'exercice, ils sont dans une dynamique de croissance sur long terme (croissance du capital à taux d'endettement stable). Deux ombres à ce tableau, tout de même : les indicateurs de productivité sont faibles (consommations intermédiaires et charges liées aux emprunts) sur la période, les subventions pèsent dans les résultats d'exploitation.

Autant le dire d'emblée, les résultats auxquels aboutissent le diagnostic financier réalisé dans cet article sont plutôt bons, ce qui est en contradiction avec le constat communément admis d'une agriculture française en crise ces dernières années. A cela, il y a deux raisons. D'une part, la conjoncture agricole a été désastreuse en 2008 et 2009 avec une baisse cumulée de la valeur ajoutée de la branche agricole de l'ordre de 25% à 40% selon les indicateurs sur ces deux années ; c'est cet effondrement des résultats agricoles que nous avons tous en tête. Mais cette crise agricole survient après une croissance des résultats en 2007. Compte tenu de ces mouvements conjoncturels, la dégradation des résultats économiques de l'agriculture française entre l'année 2002 et l'année 2008 est moins forte que celle observée ponctuellement entre 2007 et 2009. D'autre part, le diagnostic financier que nous avons réalisé dans les pages qui suivent porte sur l'ensemble de l'économie des exploitations : trésorerie, endettement, évolution du capital. Or si l'activité agricole a été très accidentée entre 2002 et 2008, en moyenne, les chefs d'exploitation ont tout de même réussi à amortir ces chocs en maintenant une trésorerie positive, en accroissant leur capital et en maîtrisant leur endettement.

Nous allons, donc, nous livrer à l'exercice d'un diagnostic financier des exploitations agricoles françaises, comme le ferait un gestionnaire pour une entreprise. Pour ce faire, les données synthétiques du RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole) sur la période 2002 et 2008 ont été exploitées. Le RICA renseigne les résultats des exploitations par orientation technico-économique, dimension économique et localisation géographique. Mais pour notre travail, nous allons nous restreindre à l'analyse de la moyenne des données des exploitations, ce que les statisticiens du RICA nomment les résultats "France entière", ce que nous pourrions, nous, nommer, les résultats de la "Ferme France".

Nous examinerons donc, les données comptables de cette exploitation un peu particulière ("Ferme France") comme si elles étaient celles d'une exploitation réelle. Sur la période d'observation (2002-2008), les données comptables de la "Ferme France" montrent :

- Une bonne gestion du patrimoine de l'exploitation qui progresse sur la période d'observation sans croissance du taux d'endettement.
- Une bonne gestion du cycle d'exploitation qui permet aux agriculteurs de la "Ferme France" de dégager une trésorerie positive en fin d'année.
- Des difficultés dans la gestion de l'activité avec des indicateurs de productivité moyens (consommations intermédiaires) et une fragilité structurelle avec une partie de la rémunération de l'activité agricole qui repose sur des subventions.

Bonne gestion du patrimoine des exploitations

Entre 2002 et 2008 les immobilisations de la « Ferme France » ont progressé de 17%. Ceci prend en compte les immobilisations corporelles (les constructions, le foncier, le matériel, les animaux reproducteurs et les plantations) et les immobilisations incorporelles (frais d'établissement, TVA non récupérable sur les biens constituant des immobilisations, etc....). Cette croissance des immobilisations s'explique par l'effort d'investissement de long terme des agriculteurs de la "Ferme France". En moyenne, les chefs d'exploitation ont donc augmenté le capital de leurs exploitations par un effort d'investissement soutenu. En soi, c'est déjà une indication de la vitalité de l'agriculture française car les entreprises des branches d'activité en difficulté n'investissent pas. On pourra, bien sûr, arguer que l'investissement des chefs d'exploitation français est encouragé par les règlements fiscaux qui leur offrent la possibilité d'amortir rapidement leurs immobilisations (la dotation aux amortissements annuelle est

élevée et réduit d'autant le bénéfice imposable des exploitations). Quoiqu'il en soit, les chefs d'exploitation ont accru leur capital entre 2002 et 2008, et c'est un élément économique positif.

Souvent, les chefs d'exploitation agricoles français sont suspectés de surinvestir, justement en raison de ces encouragements fiscaux qui pourraient permettre des investissements non productifs. Dans les données du RICA, ce surinvestissement n'est pas vraiment visible. Entre 2002 et 2008, la croissance du capital de la "Ferme France" par les investissements a engendré une croissance de sa valeur ajoutée. On pourrait, tout de même, relativiser ce constat en signalant que la croissance de la valeur ajoutée entre 2002 et 2008 est moindre (11%) que celle du capital (17%). Cependant, la période d'observation (2002-2008) est celle de la mise en place du Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA). Le PMPOA a contraint les agriculteurs à des investissements en bâtiment qui n'étaient pas forcément programmés. Ces investissements sont des investissements de mise aux normes qui ne visent pas une croissance de la productivité de l'exploitation. Si on exclut les bâtiments et constructions du capital, la croissance du capital de la "Ferme France" est de 12%, à peine plus que la croissance de la valeur ajoutée (11%). Hors bâti, les investissements sont proportionnels à la croissance de valeur ajoutée qu'ils occasionnent.

Financement "efficace" du capital

Sur la période étudiée, on constate que les agriculteurs de la "Ferme France" ont peu modifié leur structure financière de long terme, pour financer l'augmentation de leurs immobilisations. Malgré une croissance de la valeur de la dette, le rapport dettes LMT / ressources stables (capitaux propres + dettes LMT) n'a que légèrement augmenté en passant de 26% en 2002 à 27% en 2008. Ce ratio témoigne d'une assez bonne indépendance financière de la "ferme France", au regard de l'endettement des entreprises des autres branches d'activité. Les statistiques de l'INSEE montrent que sur la même période, le taux d'endettement des PME est compris entre 50% et 70% (pour l'ensemble des sociétés non financières de taille petite et moyenne, ce taux dépasse les 100%).

S'il n'y a pas de hausse du taux d'endettement, il y a, en revanche, une hausse de la valeur des remboursements annuels des emprunts (à proportion de la hausse de la dette de la "Ferme France"). On est passé de 16 000 euros de remboursement annuel moyen en 2002 à 20 000 euros en 2008. Cette augmentation des remboursements fragilise la trésorerie de la "Ferme France" car les annuités de remboursement sont des charges fixes qui en période délicate comme en 2003, 2004, 2005 (où la conjoncture économique agricole était mauvaise) peuvent représenter jusqu'à un tiers de l'Excédent brut d'exploitation (EBE) ou 70% du Revenu courant avant impôt (RCAI). En revanche, ce ratio baisse mécaniquement les bonnes années : 26% de l'EBE et 45% du RCAI en 2007.

BILAN

	2002	2008	(02/08)
	en milliers d'€ de 2008		en %
Emplois stables	205	240	17
Immobilisations corporelles	190	223	17
- Foncier	50	46	-8
- Constructions	48	65	35
- Matériel	50	64	30
- Animaux reproducteurs	35	39	13
- Plantations	8	8	8
Immobilisations incorporelles	15	17	17
Emplois circulants	98	119	21
Stocks et en-cours	71	86	22
Valeurs réalisables (Avances et acomptes versés + clients + créances sociales + État + autres créances.)	28	33	18
TOTAL Emplois	321	380	18
Ressources stables	281	331	18
Capitaux propres (Capital individuel initial, variations de capital initial, écarts de réévaluation)	202	232	15
Dettes à long ou moyen terme (LMT)	72	90	25
Subventions d'investissement	7	8	28
Dettes / ressources stables (%)	26	27	
Dettes circulantes	41	50	24
Dettes CT - comptes de tiers	29	37	30
Dettes CT - comptes financiers	7	8	9
TOTAL Ressources	321	380	18

Source : RICA

Dans le monde agricole, on a coutume de s'inquiéter de l'endettement des exploitations. Cette inquiétude se fonde moins sur le taux d'endettement que sur les difficultés à faire face aux remboursements d'annuités en cas de conjoncture économique difficile.

Gestion maîtrisée de l'exploitation (approche de trésorerie)

Les indicateurs de trésorerie mesurent les flux d'argent qui sortent et entrent dans la caisse ou sur le compte bancaire du chef d'exploitation et combien il lui reste d'argent à la fin de l'année ou de la campagne. L'analyse en termes de trésorerie est donc la plus immédiate, la plus directe, de la vie économique des exploitations. Là encore, les indicateurs de trésorerie indiquent que les agriculteurs de la "Ferme France" gèrent bien le cycle long (investissement, capital et leur financement) et le cycle

court (cycle de production) de leur exploitation.

Au début de l'année (ou de la campagne), lorsqu'un chef d'exploitation commence un nouveau cycle d'activité, il a besoin de trésorerie pour lancer le processus productif. Ce besoin vient des décalages entre les entrées et les sorties d'argent durant le cycle productif :

- décalages entre les achats de matières premières et les ventes de produits finis qui entraînent la constitution de stocks qu'il faut financer ; décalages entre la vente des produits finis et leur règlement par les clients (créances). Ces stocks et ces créances constituent les actifs circulants.

- réciproquement, il y a des décalages qui sont des ressources pour les chefs d'exploitations : leurs fournisseurs leur accordent des délais de paiement (dettes fournisseurs), de même que les banques pour leurs remboursements (dettes financières), que l'état vis-à-vis des impôts (dettes fiscales) et que la Mutualité Sociale Agricole pour le règlement des cotisations (dettes sociales). L'ensemble de ces dettes de court terme représente les dettes circulantes.

En comptabilité d'entreprise, le solde entre les actifs circulants et la dette circulante constitue le Besoin de Fonds de Roulement (BFR) que nous pourrions définir, rappelons-le, comme la trésorerie nécessaire en début d'année (ou de campagne) pour lancer le cycle de production. Dans la "Ferme France", le BFR est de 73 000 euros en 2002 et 87 000 euros en 2008. Le BFR de la "Ferme France" est donc positif, c'est la situation la plus fréquente pour les entreprises : les entreprises de toutes les branches ont besoin d'argent pour initier leur cycle de production¹. Mais il faut noter qu'il est relativement élevé pour la "Ferme France" car l'activité agricole nécessite la constitution de stocks importants. Cela dit, si les agriculteurs de la "Ferme France" pouvaient réduire leur BFR, ils amélioreraient leur trésorerie. Pour ce faire, ils pourraient réduire le niveau des stocks, ou établir des rapports commerciaux avec leurs partenaires plus à leur avantage (négocier des délais de paiements plus rapides avec leurs clients et plus longs avec leurs fournisseurs).

Quoiqu'il en soit de la hauteur du BFR, on constate que les agriculteurs de la "Ferme France" le gèrent de manière assez optimale. En effet, pour financer ce besoin de trésorerie, ils pourraient recourir à des emprunts de court terme mais cela serait une solution coûteuse car les taux

des emprunts bancaires à court terme sont élevés. Mais les agriculteurs de la "Ferme France" peuvent se dispenser de ce financement coûteux car ils disposent déjà d'un volet de trésorerie en début d'année qui leur permet d'acheter les intrants, et de rémunérer leurs salariés au début du cycle de production. Cet argent sur leur compte en banque vient de la trésorerie (positive) des années précédentes et d'emprunts à long terme (négociés notamment, lors des investissements). Cette somme d'argent dont dispose le chef d'exploitation de la "ferme France", les gestionnaires et les comptables l'appellent le Fonds de Roulement (FR). Techniquement, le FR est le solde des ressources stables (capitaux propres et emprunts de long terme) et des emplois stables (immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles). En 2008, le FR était de 96 000 euros (pour 87 000 euros de BFR). La réalité économique que traduit ces indicateurs de trésorerie, c'est que les agriculteurs de la "Ferme France" arrivent à financer l'activité par des ressources propres sans passer par des emprunts de court terme dont les taux sont élevés. C'est un aspect très positif de l'économie de la "Ferme France".

En outre, comme on le voit, le FR est supérieur au BFR, ce qui veut dire qu'une fois financée, leur activité, les agriculteurs de la "Ferme France", ont encore à leur disposition un excédent de trésorerie. En 2002, les agriculteurs de la "Ferme France" finissaient l'année comptable avec un excédent de trésorerie de 7 000 euros, et de 9 000 euros en 2008. Là encore, c'est un signe de la bonne santé de la "Ferme France"².

Indicateurs d'activité en légère croissance, globalement sur la période

Cette situation de la "Ferme France" plutôt favorable en terme de patrimoine, d'endettement et de trésorerie survient alors que les indicateurs d'activité sont en légère croissance. Répétons-le, lorsque nous disons que les indicateurs d'activité sont en légère croissance sur la période, cela veut dire qu'ils sont légèrement meilleurs en 2008 qu'en 2002, cela dit entre ces deux dates, il y a eu plusieurs années de conjonctures agricoles très difficiles (2003, 2004, 2005).

La production de la "Ferme France" a progressé de 22%. Toutefois, pour accroître leur activité, les agriculteurs de la "Ferme France" ont dû accroître encore plus leurs achats d'intrants : 31%. Cela se traduit par un indicateur de productivité des intrants en retrait : le ratio variation de la production (22%) / variation des achats d'intrants (31%) est de 0.8. La même manière que la productivité des investissements était tirée par le bas par la conjoncture agricole de la période d'observation (mise en place du PMPOA), la productivité des intrants est, elle aussi, tirée par le bas par la conjoncture agricole (hausse du prix des intrants). En effet, entre 2002 et 2008, le prix de l'énergie et des engrais ont augmenté en ter-

TRESORERIE	2002	2008	(02/08)
	en milliers d' € de 2008		en %
Fonds de roulement net	80	96	20
Besoin en fonds de roulement	73	87	19
Trésorerie (FR-BFR)	7	9	28

Source : RICA

Fonds de roulement = Ressources stables (Capitaux propres + Dettes de long terme + Subvention d'investissement) - Emplois stables (immobilisation

Besoin de fonds de roulement = Actif circulant (Créances + stock) - dettes de court terme (Dette financière de moins d'un an + Dette fiscale et sociale + Dette fournisseur)

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

	2002	2008	(02/08)
	en milliers d' €		en %
Production de l'exercice	129	157	22
Subventions	26	29	10
Consommations intermédiaires	73	96	31
Valeur ajoutée (VA)	51	57	11
Excédent brut d'exploitation (EBE)	58	64	10
Résultat courant avant impôts (RCAI)	32	33	1
Resultat de l'exercice	36	39	7
Autofinancement	20	23	12
Remboursement d'emprunts à LMT	16	20	26
Remb. Emprunt LMT / EBE (%)	27	31	
Remb. Emprunt LMT / RCAI (%)	49	61	

Source : RICA

EBE = VA + subventions + indemnités d'assurance - fermage - impôts - charges salariales

RCAI = EBE - amortissements + produits financiers - charges financières

mes réels, respectivement de 50% et 33%. La faible productivité des intrants de la "ferme France" sur la période d'observation, est essentiellement due à un effet-prix conjoncturel.

Enfin, la dernière difficulté des agriculteurs de la "Ferme France" en terme d'activité, c'est que leurs revenus viennent souvent quasiment exclusivement de subventions. Entre 2002 et en 2008, les subventions représentaient entre 15 et 20% de l'ensemble des ressources de la "Ferme France" (production + produits exceptionnels + subventions).

Pour conclure

Dans cet article, nous avons mené un diagnostic financier relativement succinct³. Quoiqu'il en soit, ce diagnostic financier montre que les agriculteurs de la "ferme France" sont de bons gestionnaires. Entre 2002 et 2008, leur patrimoine a augmenté de manière continue et dans de bonnes conditions d'endettement ; leur structure financière leur a permis de financer leur cycle annuel d'activité par des ressources de long terme (emprunts de long

Méthodologie

Le RICA collecte la comptabilité d'exploitation d'un échantillon de 7460 exploitations agricoles françaises. Cet échantillon est représentatif d'exploitations professionnelles qui ont une taille supérieure à 12 hectares équivalents blés et qui mobilisent au moins l'équivalent d'un 3/4 actif à temps plein.

Notre diagnostic financier opère comme deux photographies économiques des exploitations agricoles. La première porte sur l'année 2002 et la seconde sur 2008. C'est un parti pris méthodologique qui a des limites car si entre 2002 et 2008, les indicateurs économiques moyens des exploitations françaises progressent, entre temps, les années 2003, 2004 et 2005 ont été des années de forts replis. Pour neutraliser les effets de l'inflation, nous avons exprimé les chiffres de l'année 2002 en euros de 2008.

terme, trésorerie positive des années précédentes) ; ils dégagent une trésorerie positive en fin d'année.

Cependant, la comptabilité de la "Ferme France" révèle quelques points négatifs. D'une part, les remboursements d'emprunts sont élevés et posent problème en cas de conjoncture économique défavorable (et donc de résultats d'activité défavorables). D'autre part, les agriculteurs de la "Ferme France" ont peu de maîtrise sur les prix de leurs intrants ; ils peuvent difficilement négocier les prix de l'énergie avec les industriels de l'extraction pétrolière et gazière, ou les prix des engrais et des

produits phytosanitaires avec firmes multinationales de la pétrochimie. Or l'énergie, les engrais et les produits phytosanitaires représentent, bon an mal, entre 25% et 30% de la valeur de l'ensemble des intrants de la "Ferme France". Dans le fond, la réduction de l'utilisation, en volume, de l'énergie, des engrais et des produits phytosanitaires n'a pas qu'un impact environnemental mais aussi économique. Le second point négatif et le poids des subventions dans l'économie de la "Ferme France". Or, la réduction de cette dépendance ne relève pas de questions de gestion ou de technique de production mais de rapports politiques qui se jouent ailleurs que dans les exploitations agricoles.

**Didier CARAES, Mathias GUERINEAU
Pôle Économie et Politiques Agricoles**

1 Certaines entreprises comme les Grandes et Moyennes Surfaces (GMS) ont un BFR négatif : elles commencent leur cycle d'activité avec plus de dettes que de créances. Cela s'explique par le fait que les clients des GMS paient leurs achats comptant tandis que les GMS paient leurs fournisseurs avec délais. Les GMS disposent d'un volet de trésorerie qu'elles peuvent investir sur les marchés financiers.

2 Autre point positif : sur la période observée 2002-2008, l'activité de la "Ferme France" a nettement progressé ; ce que mesure la croissance de la valeur de sa production : 129 000 euros en 2002 et 157 000 euros en 2008, soit une croissance de +22%. Les agriculteurs de la "Ferme France" ont bien géré la croissance de leur activité car leur BFR a progressé moins vite (+19%) que leur niveau d'activité sur la période. La croissance de leur activité s'est faite de manière maîtrisée sans détérioration de leur trésorerie.

3 Un diagnostic financier peut être plus développé en intégrant, par exemple, une étude des marchés sur lesquels se situent l'entreprise.

APCA, 9 avenue George V
- 75008 PARIS

Rédaction : Mathias GUERINEAU - Didier CARAES
Réalisation : Colette RENAUD
APCA - PEPA — Références et études économiques
<http://paris.apca.chambagri.fr/repeco> —
rubrique : « Publications » - « Agriculture Française »